

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 27/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHROLL S.A.S.

6 RUE DE CHERBOURG
BP 23
67000 STRASBOURG

Code AIOT : 0006700554

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement SCHROLL S.A.S. implanté 6 rue de Cherbourg - 67000 Strasbourg. L'inspection a été annoncée le 15/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'année.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL S.A.S.
- 6 rue de Cherbourg - BP 23 - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006700554
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCHROLL récupère principalement des papiers et cartons qui sont triés puis mis en balles avant d'être expédiés à des clients recycleurs tels que papeteries et cartonneries. Ces activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/06/2003.

Thèmes de l'inspection :

- Formation du personnel
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 2 | Formation du personnel | Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 19 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 10 | Piézomètres supplémentaires | AP Complémentaire du 06/11/2012, article 3.2 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 11 | Suivi piézométrique | AP Complémentaire du 06/11/2012, article 5 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 12 | Modalités de surveillance des eaux souterraines | AP Complémentaire du 06/11/2012, article 8 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 13 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 33 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 14 | Consignes | Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 38 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 15 | Equipe de première intervention - exercices périodiques | Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 39 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Modification - changement d'exploitant | Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 5 | Sans objet |
| 3 | Collecte des eaux pluviales et usées | Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 43 | Sans objet |
| 4 | Périodicité des mesures | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20 | Sans objet |
| 5 | Valeurs limites à respecter | Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 45 | Sans objet |
| 6 | Présence d'un ouvrage de traitement | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14 | Sans objet |
| 7 | Entretien ouvrage de traitement | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16 | Sans objet |
| 8 | Programme de surveillance des eaux souterraines | AP Complémentaire du 06/11/2012, article 4 | Sans objet |
| 9 | Transmission des données de surveillance des émissions | Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever les non-conformités suivantes :

- l'ensemble du personnel intervenant sur le site n'a pas reçu de formation sur la nature des déchets rencontrés dans l'établissement ;
- l'exploitant n'a pas complété le réseau de surveillance des eaux souterraines défini à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/11/2012 selon l'avis de l'hydrogéologue ;
- l'exploitant n'a pas réalisé ni transmis les courbes isopièzes à chaque prélèvement d'eaux souterraines ;
- l'exploitant n'a pas réalisé de bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines au cours de la période quadriennale écoulée ;
- l'exploitant n'a pas rédigé ni affiché les consignes de sécurité et d'exploitation du site ;
- l'exploitant n'a pas justifié la capacité de débit du puits incendie ;
- les exercices périodiques relatifs à la sécurité incendie ne sont pas réalisés de manière semestrielle.

Par ailleurs, il est attendu que l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article R541-45 du code de l'environnement pour l'établissement des bordereaux de suivi de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification - changement d'exploitant

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 5 |
| Thèmes : Situation administrative, Modification - changement d'exploitant |
| Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Changement d'exploitant : Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. |
| Constats : L'exploitant déclare que depuis la dernière inspection du 26/08/2025, aucune modification n'est intervenue, que ce soit du point de vue de la situation administrative ou de l'exploitant. La Direction a été modifiée mais l'exploitant reste la société SCHROLL. |
| Type de suite proposée : Sans suite |

N° 2 : Formation du personnel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 19 |
| Thèmes : Risques chroniques, Déchets |
| Prescription contrôlée : [...] L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets rencontrés dans l'établissement. |

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant la formation du personnel sur la nature des déchets rencontrés dans l'établissement.

Le lendemain de l'inspection, l'exploitant a transmis une attestation de formation du personnel du 11/06/2025 sur les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Or, le site manipule plutôt des déchets d'ordures ménagères ainsi que des papiers/cartons, matières plastiques, bois et ferrailles.

L'inspection ne détient donc aucun justificatif sur la tenue d'une formation auprès du personnel intervenant sur le site sur la nature de l'ensemble des déchets présents sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 3 mois

N° 3 : Collecte des eaux pluviales et usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 43

Thèmes : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

[...] Un plan du réseau faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de rejet, les avaloirs, les vannes d'obturation et les ouvrages d'épuration, sera établi, tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Le lendemain de l'inspection, l'exploitant a fourni un plan des réseaux datant de 2012. Ce dernier comporte bien la localisation des deux séparateurs d'hydrocarbures et des quatre vannes de sectionnement. La fermeture de la vanne de confinement située devant le bâtiment administratif a été testée le jour de l'inspection par un membre du personnel. Cette dernière se manipule facilement.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 4 : Périodicité des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20

Thèmes : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.

Constats :

D'après l'application GIDAF, une mesure des concentrations des différents polluants listés à

l'article 18 est bien réalisée chaque année.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites à respecter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 45

Thèmes : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de la convention de déversement, les rejets d'eaux doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :

- pH entre 5,5 et 8,5
- température < 30°C
- MES : 600 mg/l
- DCO : 2000 mg/l
- DBO5 : 800 mg/l
- Hydrocarbures : 10 mg/l

Constats :

D'après les résultats d'analyses d'eaux superficielles de mars et d'octobre 2025 transmises via GIDAF, aucun dépassement des valeurs limites réglementaires n'est à relever.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 6 : Présence d'un ouvrage de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14

Thèmes : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.

Constats :

Les zones susceptibles de polluer les eaux pluviales (zone de lavage et ateliers du site) sont bien raccordées à un dispositif de traitement adapté.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 7 : Entretien ouvrage de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16

Thèmes : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter le protocole d'entretien des séparateurs d'hydrocarbures.

Le lendemain de l'inspection, l'exploitant a transmis le bon d'intervention du 17/10/2024 et le bordereau de suivi des déchets (BSD) des boues issues des séparateurs d'hydrocarbures associés. Le bon d'intervention du prestataire décrit les étapes de l'entretien et du nettoyage de ces derniers et fait office de protocole d'entretien. L'inspection note toutefois que le BSD n'a pas été établi conformément à l'article R541-45 du code de l'environnement.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 8 : Programme de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2012, article 4

Thèmes : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant fait analyser les paramètres suivants sur l'ensemble des piézomètres du site, avec les fréquences associées (semestrielle) :

- Hydrocarbures
- Arsenic
- Cadmium
- Cuivre
- Manganèse
- Plomb
- Mercure
- Zinc
- Chlorures
- Sulfates
- Sodium
- Nitrates
- Ammonium
- Indice phénol
- Agents de surface non-ionique
- Agents de surface anioniques
- Agents de surface cationiques
- Oxydabilité
- Cyanures
- Chrome
- Sélénium
- Somme des pesticides
- Somme des HAP

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • BTEX • COHV |
| Constats : D'après l'application GIDAF, l'ensemble des paramètres est bien analysé chaque semestre. |
| Type de suite proposée : Sans suite |

N° 9 : Transmission des données de surveillance des émissions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 |
| Thèmes : Autre, GIDAF |
| Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. |
| Constats : Le jour de l'inspection, pour l'année 2025, la télédéclaration des résultats de surveillance des eaux souterraines n'était pas effectuée semestriellement. En effet, il manquait sur GIDAF ceux d'octobre 2025. En date du 22/01/2026, l'inspection constate que les données d'autosurveillance des eaux souterraines ont bien été mises à jour sur l'application. |
| Type de suite proposée : Sans suite |

N° 10 : Piézomètres supplémentaires

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2012, article 3.2 |
| Thèmes : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant complètera le réseau de surveillance défini à l'article 3.1 par l'implantation de nouveau(x) piézomètre(s), dont la localisation sera précisée par un hydrogéologue qu'il mandatera. |
| Constats : Lors de la visite, comme lors de celle du 13/11/2019, il a été constaté que les trois piézomètres implantés sur le site sont pratiquement alignés, parallèlement à la rue de Cherbourg. Dans son rapport de février 2013, l'hydrogéologue mandaté par l'exploitant pour la localisation |

de(s) nouveau(x) piézomètres avait recommandé la création d'un ouvrage (idéalement deux) complémentaire en partie Ouest du site, les trois seuls piézomètres étant quasiment alignés, ceux-ci ne permettent pas de définir le sens d'écoulement de la nappe. Aucun piézomètre n'ayant été réalisé au niveau de la partie Ouest du site, l'inspection constate que l'avis de l'hydrogéologue n'a pas été pris en compte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 3 mois

N° 11 : Suivi piézométrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2012, article 5

Thèmes : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

[...] Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé semestriellement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Constats :

D'après les résultats d'analyses du 17/03/2025 et du 14/10/2025 transmis par l'exploitant, le niveau piézométrique est bien relevé semestriellement.

Par contre, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les courbes isopièzes ; il a déclaré ne pas les réaliser. En effet, les résultats d'analyses susmentionnés, tout comme les résultats des quatre dernières années, ne comprennent aucune courbe isopièze.

Pour mémoire, ce point a déjà fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/03/2019. La mise en demeure avait toutefois été levée dans le cadre de l'inspection du 13/11/2019.

L'inspection constate que ce point a été mis en conformité ponctuellement dans le cadre de l'inspection du 13/11/2019 mais que depuis il demeure non conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant peut utilement s'appuyer sur le guide national "Surveillance de la qualité des eaux souterraines" de décembre 2022 concernant la réalisation des courbes isopièzes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 3 mois

N° 12 : Modalités de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2012, article 8

Thèmes : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses,

| |
|--|
| <p>accompagnés de commentaires [...] (soit le 15 janvier et le 15 juillet)</p> <p>[...] L'exploitant adresse au préfet, tous les quatre ans, un bilan de l'auto-surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.</p> <p>Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement [...] ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien transmis les résultats d'analyses du 17/03/2025 et du 14/10/2025. Ces résultats indiquent que les prélèvements respectent les seuils et limites de qualité de l'arrêté du 11/01/2007 modifié.</p> <p>Par contre, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'un bilan quadriennal.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant peut utilement s'appuyer sur le guide national "Surveillance de la qualité des eaux souterraines" de décembre 2022 concernant les attendus du bilan quadriennal.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délai : 3 mois</p> |

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 33</p> |
| <p>Thèmes : Risques accidentels, Risque incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie [...] comportent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs [...] répartis à l'intérieur des locaux et sur les aires extérieures de tri et de stockage de déchets banals [...], à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. - des robinets d'incendie armés (RIA) [...]. Ils devront être judicieusement placés et de façon à atteindre tout point des locaux par deux jets. [...] - un puits incendie capable de fournir un débit de 90 m³/h. [...] <p>[...] Un plan d'ensemble du site sur lequel figureront en rouge les moyens de lutte contre l'incendie doit être affiché à proximité de l'accès principal.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site dispose de nombreux extincteurs et RIA (tous les 30 mètres) répartis sur le site. Le jour de l'inspection, seuls les extincteurs et RIA situés dans le hall dénommé "hall ouvert" ont été vus. Ces derniers sont bien visibles et facilement accessibles. D'après le registre de sécurité présenté, la dernière vérification périodique des extincteurs date de décembre 2025, celle des RIA date de novembre 2025. Par ailleurs, dans le cadre de la certification ISO 9001 de l'entreprise, l'exploitant</p> |

a transmis une attestation d'engagement de vérification trimestrielle des moyens de lutte contre l'incendie.

Un plan d'ensemble du site (plan d'intervention) sur lequel figurent les moyens de lutte contre l'incendie est bien affiché à proximité de l'accès principal.

Dans son courriel du 21/01/2026, l'exploitant indique joindre à son message plusieurs documents dont le justificatif de débit du puits incendie. Ce document n'a pas été retrouvé parmi l'ensemble des documents transmis par l'exploitant. Celui-ci ne justifie donc pas du débit du puits incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suite : Mise en demeure

Proposition de délai : 3 mois

N° 14 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 38

Thèmes : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité et d'exploitation précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

[...] - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie et les règles de confinement des eaux d'extinction (fermeture des vannes d'obturation des réseaux d'assainissement) [...]

L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel. [...]

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des consignes de sécurité et d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 3 mois

N° 15 : Equipe de première intervention - exercices périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2003, article 39

Thèmes : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle pendant les heures d'ouverture de l'exploitation.

Des exercices périodiques devront avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a bien constitué et formé des équipiers de première intervention (EPI) en cas d'incendie pendant les heures d'ouverture du site. La liste des EPI figure dans le projet de plan de défense incendie présenté à l'inspection le jour de l'inspection. Ce plan est en cours de validation et de transmission aux services de secours et d'incendie.

Le registre de sécurité (version papier) a été présenté à l'inspection. Il fait mention des dates des exercices périodiques réalisés. Par contre, au vu des dates renseignées, ces derniers ne sont pas réalisés de manière semestrielle. L'exploitant déclare toutefois qu'ils sont bien effectués tous les semestres et qu'ils sont consignés dans le registre de sécurité numérique. Bien que l'exploitant indique dans son courriel du 21/01/2026 qu'il le joint à son message, l'inspection n'a pas trouvé ce dernier parmi les pièces transmises.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suite : Mise en demeure |
| Proposition de délai : 3 mois |